

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please see instructions on reverse side.
Voir en page 3 les projets de résolution soumis à l'Assemblée Générale correspondant à la numérotation ci-dessous / For a description of the matters to be voted upon
at the General Meeting and the corresponding numbered resolution on the agenda, please see page 3.**

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM

- A.** Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card.
B. J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous. / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

CRITEO

Société anonyme
au capital de 1 561 772,04 Euros
Siège social : 32, rue Blanche
75009 - Paris
484 786 249 R.C.S. PARIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE
Convoquée pour le 29 Juin 2016 à 14h00
Au Siège Social : 32, rue Blanche - 75009 Paris

COMBINED GENERAL MEETING
To be held on June 29th, 2016, at 2:00 p.m.
At the registered Office : 32, rue Blanche - 75009 Paris

CADRE RESERVE / For Company's use only

Identifiant / Account

Nombre d'actions
Number of shares

Nominatif
Registered
Porteur
Bearer

Vote simple
single vote
Vote double
double vote

Nombre de voix / Number of voting rights

JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST

Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

J'exprime mon choix en noircissant une case par résolution. / I express my choice by shading one box by resolution.

PROJETS DE RÉSOLUTIONS AGRÉÉS OU NON PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
DRAFT RESOLUTIONS APPROVED OR NOT BY THE BOARD OF DIRECTORS

Agréés par le Conseil d'administration.
Approved by the Board of Directors.

Non agréés
Not approved.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Pour / For	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contre / Against	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour / For	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Contre / Against	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour / For	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Contre / Against	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour / For	31	32	33	34	35	36	37				G	H
Contre / Against	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
											J	K
											<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
											<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the meeting to vote on my behalf.
- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (abstention shall be considered as a vote against)
- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 4) à M. ou Mme, Raison Sociale.
pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr or Mrs, Corporate Name... to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be taken into account, this completed form must be received at the latest

sur 1^{re} convocation / on 1st convening
24/06/2016

sur 2^e convocation / on 2nd convening

Date & Signature

JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING

cf. au verso renvoi (3) - See reverse (3)

JE DONNE POUVOIR A : (cf. au verso renvoi (4)) - (soit le conjoint ou le partenaire avec lequel il a été conclu un pacte civil de solidarité, soit un autre actionnaire)

I HEREBY APPOINT (see reverse (4)) - (who may be your spouse, the partner with whom you have entered into a civil union or another shareholder)

M. ou Mme, Raison Sociale
Mr or Mrs, Corporate Name

Adresse - Address

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà sur le formulaire, les vérifier et les rectifier éventuellement)
- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied on this form, please verify and correct if necessary)

Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)



FORMULAIRES DÉDIÉS AUX SOCIÉTÉS EUROPÉENNES / FORM APPLYING TO EUROPEAN COMPANY

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VOTE

<p>GENERAL</p> <p>Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, le signataire doit les vérifier et, éventuellement, les rectifier. Pour les personnes morales, le signataire doit renseigner ses nom, prénom et qualité. Si le signataire n'est pas l'actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote. Le formulaire adressé pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour [article R 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce].</p> <p>Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire [article R 225-81 du Code de Commerce]. Merci de ne pas à la fois voter par correspondance et donner pouvoir au président de l'assemblée ou à un mandataire dénommé [Article R 225-81 paragraphe 8 [Code de Commerce]]. La version française de ce document fait foi, la version anglaise est fournie à titre d'information uniquement.</p>	<p>SI VOUS CHOISISSEZ DE DONNER POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR VOTER EN VOTRE NOM, LES DISPOSITIONS CI-APRES S'APPLIQUENT</p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce [extrait] :</u></p> <p>"...Le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".</p> <p>Nonobstant le fait que le conseil d'administration a agréé les résolutions 10 et 11, le conseil d'administration recommande de voter contre ces résolutions et le président de l'assemblée générale émettra un vote contre ces résolutions pour tous les pouvoirs donnés au président.</p>	<p><u>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce</u></p> <p>Lorsque, dans les cas prévus aux troisième et quatrième alinéas du I de l'article L. 225-106, l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.</p> <p>Cette information porte notamment sur le fait que le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit :</p> <p>1° Contrôle, au sens de l'article L. 233-3, la société dont l'assemblée est appelée à se réunir ;</p> <p>2° Est membre de l'organe de gestion, d'administration ou de surveillance de cette société ou d'une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>3° Est employé par cette société ou par une personne qui la contrôle au sens de l'article L. 233-3 ;</p> <p>4° Est contrôlé ou exerce l'une des fonctions mentionnées au 2° ou au 3° dans une personne ou une entité contrôlée par une personne qui contrôle la société, au sens de l'article L. 233-3.</p> <p>Cette information est également délivrée lorsqu'il existe un lien familial entre le mandataire ou, le cas échéant, la personne pour le compte de laquelle il agit, et une personne physique placée dans l'une des situations énumérées aux 1° à 4°.</p> <p>Lorsqu'en cours de mandat, survient l'un des faits mentionnés aux alinéas précédents, le mandataire en informe sans délai son mandant. A défaut par ce dernier de confirmation expresse du mandat, celui-ci est caduc.</p> <p>La caducité du mandat est notifiée sans délai par le mandataire à la société. Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p>
<p>SI VOUS CHOISISSEZ DE VOTER PAR CORRESPONDANCE, LES DISPOSITIONS CI-APRES S'APPLIQUENT :</p> <p><u>Article L.225-107 du Code de Commerce [extrait] :</u></p> <p>"1. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.</p> <p>Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs."</p> <p>1- Si vous votez par correspondance, vous devez obligatoirement noircir la case « je vote par correspondance ». Dans ce cas, vous devez vous conformer aux instructions ci-après pour chaque résolution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voter en faveur de la résolution en noircissant la case « pour » ou - voter contre la résolution en noircissant la case « contre » ; - vous abstenir en noircissant la case « abstention » [ce qui équivaut à un vote « contre »]. <p>Si vous ne noircissez aucune des trois cases pour une résolution donnée, vous serez réputé vous être abstenu et vos actions seront donc comptabilisées contre l'adoption de la résolution considérée.</p> <p>2 - Pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, trois options vous sont offertes : (i) donner pouvoir au président de l'assemblée générale de voter en votre nom, (ii) donner pouvoir à une personne de votre choix (qui peut être un autre actionnaire, votre époux ou le partenaire avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité) pour voter en votre nom, en noircissant la case correspondante ou (iii) vous abstenir de voter. Si vous choisissez l'option (i) ou l'option (ii) les dispositions ci-après seront applicables également applicables dans l'hypothèse où des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée.</p>	<p>SI VOUS CHOISISSEZ DE DONNER POUVOIR À UNE PERSONNE DÉNOMMÉE (PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE) DE VOTER EN VOTRE NOM, LES DISPOSITIONS CI-APRES S'APPLIQUENT</p> <p><u>Article L.225-106 du Code de Commerce [extrait] :</u></p> <p>I - Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité.</p> <p>Il peut en outre se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix :</p> <p>1° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un marché réglementé ;</p> <p>2° Lorsque les actions de la société sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation qui se soumet aux dispositions législatives ou réglementaires visant à protéger les investisseurs contre les opérations d'inités, les manipulations de cours et la diffusion de fausses informations dans les conditions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, figurant sur une liste arrêtée par l'autorité dans des conditions fixées par son règlement général, et que les statuts le prévoient.</p> <p>II - Le mandat ainsi que, le cas échéant, sa révocation sont écrits et communiqués à la société. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>III - Avant chaque réunion de l'assemblée générale des actionnaires, le président du conseil d'administration ou le directeur, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L.225-102 afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'assemblée générale conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71, l'assemblée générale ordinaire doit nommer au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société. Cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.</p>	<p><u>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce</u></p> <p>Toute personne qui procède à une sollicitation active de mandats, en proposant directement ou indirectement à un ou plusieurs actionnaires, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de recevoir procuration pour les représenter à l'assemblée d'une société mentionnée aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 225-106, rend publique sa politique de vote.</p> <p>Elle peut également rendre publiques ses intentions de vote sur les projets de résolution présentés à l'assemblée. Elle exerce alors, pour toute procuration reçue sans instructions de vote, un vote conforme aux intentions de vote ainsi rendues publiques.</p> <p>Les conditions d'application du présent article sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p><u>Article L. 225-106-3 du Code de Commerce</u></p> <p>Le tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social peut, à la demande du mandant et pour une durée qui ne saurait excéder trois ans, priver le mandataire du droit de participer en cette qualité à toute assemblée de la société concernée en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue aux troisième et septième alinéas de l'article L. 225-106-1 ou des dispositions de l'article L. 225-106-2. Le tribunal peut décider la publication de cette décision aux frais du mandataire. Le tribunal peut prononcer les mêmes sanctions à l'égard du mandataire sur demande de la société en cas de non-respect des dispositions de l'article L. 225-106-2. »</p>
<p>Si les informations contenues sur ce formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, notamment en ce qui concerne le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé auprès de son teneur de compte.</p>		

VOTE TERMS AND CONDITIONS

<p>GENERAL</p> <p>The signatory should write his/her exact name and address in capital letters in the space provided e.g. a legal guardian: if this information is already supplied, please verify and correct if necessary.</p> <p>If the signatory is a legal entity, the signatory should indicate his/her full name and the capacity in which he is entitled to sign on the legal entity's behalf. If the signatory is not the shareholder (e.g. a legal guardian), please specify your full name and the capacity in which you are signing the proxy. The form sent for one meeting will be valid for all meetings subsequently convened with the same agenda [Article R 225-77 alinéa 3 du Code de Commerce].</p> <p>The text of the resolutions is in the notification of the meeting which is sent with this proxy [Article R 225-81 du Code de Commerce]. Please do not both vote by post and appoint the chairman of the general meeting or an identified person [Article R 225-81 du Code de Commerce]. The French version of this document governs; The English translation is for convenience only.</p>	<p>IF YOU CHOOSE TO APPOINT THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING TO VOTE ON YOUR BEHALF, THE FOLLOWING APPLIES:</p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce [extract]:</u></p> <p>"...The chairman of the general meeting shall issue a vote in favor of adopting the resolutions submitted or approved by the Board of Directors or the Executive Board, as the case may be, and a vote against adopting any other resolutions. To issue any other vote, the shareholder must appoint a proxy who agrees to vote in the manner indicated by his principal".</p> <p>Notwithstanding that the Board of Directors has submitted Resolutions 10 and 11, the Board of Directors has recommended a vote against such resolutions and the chairman of the general meeting shall issue a vote against such resolutions for any proxies granted to the chairman.</p>	<p><u>Article L. 225-106-1 du Code de Commerce:</u></p> <p>When, in the events envisaged by the third and fourth paragraphs of the article L. 225-106 I, the shareholder can be represented by a person other than his or her spouse or his or her partner who he or she has entered into a civil union with, he or she is informed by the proxy of any event enabling him or her to measure the risk that the latter pursue an interest other than his or hers. This information relates in particular to the event that the proxy or, as the case may be, the person on behalf of whom it acts:</p> <p>1° Controls, in the sense of article L. 233-3, the company for which the general meeting has been called;</p> <p>2° Is member of the management, administrative or supervisory authority of the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;</p> <p>3° Is employed by the company or a person which controls it within the meaning of article L. 233-3;</p> <p>4° Is controlled or holds one of the positions mentioned with the 2° or the 3° for a person or an entity controlled by a person who controls the company, within the meaning of article L. 233-3.</p> <p>This information is also delivered when a family tie exists between the proxy or, if necessary, the person on behalf of whom it acts, and a natural person placed in one of the situations enumerated from 1° to 4°.</p> <p>When during the proxy, one of the events mentioned within the preceding subparagraphs occurs, the proxy informs without delay his constituent. If the latter fails to explicitly confirm the proxy, the proxy is void.</p> <p>The proxy must notify the company of the voiding of the proxy without delay. The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree.</p>
<p>IF YOU CHOOSE TO VOTE BY POST, THE FOLLOWING APPLIES</p> <p><u>Article L. 225-107 du Code de Commerce [extract]:</u></p> <p>"1. A shareholder can vote by post, using a form of which the content shall be fixed by decree approved by the High Administrative Court (Conseil d'Etat). Any provisions to the contrary contained in the bylaws shall be deemed non-existent. When calculating the quorum, only the forms received by the Company before the meeting within the time limit determined by decree approved by the Conseil d'Etat shall be taken into account. Forms not indicating any vote or expressing an abstention shall be considered as a vote against."</p> <p>1 - If you wish to vote by post, you must shade the box "I vote by post" on the front of the document. In such event, please comply with the following instructions for each resolution:</p> <ul style="list-style-type: none"> • vote in favor of the relevant resolution by shading the box "for" or • vote against the relevant resolution by shading the box "Against" or • select "Abstention." (abstention, which has the effect of voting "No" under French law) <p>If you do not shade any of the 3 boxes for a given resolution, you will be deemed to have abstained and your shares will therefore be counted against the relevant draft resolution.</p> <p>2 - In the event that amendments or new resolutions are proposed during the shareholder meeting, you are requested to choose between three possibilities: (i) appointing the chairman of the meeting to vote on your behalf; (ii) appointing the person of your choice (who may be another shareholder, your spouse or your partner with whom you have entered into a civil union) to vote on your behalf, by shading the appropriate box, or (iii) abstaining from voting. If you select option (i) or (ii), the applicable instructions and conditions described below will apply to your selection with respect to any amendments or new resolutions proposed during the shareholder's meeting.</p>	<p>IF YOU CHOOSE TO APPOINT AN IDENTIFIED PERSON (INDIVIDUAL OR LEGAL ENTITY) TO VOTE ON YOUR BEHALF, THE FOLLOWING APPLIES:</p> <p><u>Article L. 225-106 du Code de Commerce [abstract]:</u></p> <p>I - A shareholder may be represented by another shareholder, by his or her spouse, or by his or her partner with whom he or she has entered into a civil union.</p> <p>He or she can also be represented by an individual or legal entity of his or her choice:</p> <p>1° When the shares are admitted to trading on a regulated market;</p> <p>2° When the shares are admitted to trading on a multilateral trading facility which is subject to the legislative and regulatory provisions that protect investors against insider information, price manipulation, and dissemination of false information as provided by the general regulation of the Autorité des Marchés Financiers (French Financial Markets Regulatory Authority), included on a list issued by the AMF subject to the conditions provided by its general regulation, and stated in the company memorandum and articles of association.</p> <p>II - The proxy as well as its dismissal, as the case may be, must be written and made known to the company. A Conseil d'Etat decree specifies the implementation of the present paragraph.</p> <p>III - Before every general meeting, the chairman of the board of directors or the executive board, as the case may be, may organize a consultation with the shareholders mentioned in Article L. 225-102 to enable them to appoint one or more proxies to represent them at the meeting in accordance with the provisions of this Article.</p> <p>Such a consultation shall be obligatory where, following the amendment of the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71, the ordinary general meeting is required to appoint to the board of directors or the supervisory board, as the case may be, one or more shareholder employees or members of the supervisory board of the company investment funds that holds company's shares. Such a consultation shall also be obligatory where a special shareholders' meeting is required to take a decision on an amendment to the memorandum and articles of association pursuant to Article L. 225-23 or Article L. 225-71. Any clauses that conflict with the provisions of the preceding sub-paragraphs shall be deemed non-existent.</p>	<p><u>Article L. 225-106-2 du Code de Commerce:</u></p> <p>Any person who proceeds to an active request of proxy, while proposing directly or indirectly to one or more shareholders, under any form and by any means, to receive a proxy to represent them at the general meeting of a company mentioned in the third and fourth subparagraphs of the Article L. 225-106, shall release its voting policy.</p> <p>It can also release its voting intentions on the draft resolutions submitted to the general meeting. It exercises them, for any proxy received without voting instructions, a vote in conformity with the released voting intentions.</p> <p>The conditions of application of this article are determined by a Conseil d'Etat decree.</p> <p><u>Article L. 225-106-3 du Code de commerce</u></p> <p>The commercial court of which the company's head office falls under can, at the request of the constituent and for a duration which cannot exceed three years, deprive the proxy of the right to take part in this capacity to every general meeting of the company in the event of non-compliance with mandatory information envisaged from the third to seventh paragraphs of article L. 225-106-1 or with the provisions of article L. 225-106-2. The court can decide the publication of this decision at the expenses of the proxy.</p> <p>The court can impose the same sanctions towards the proxy on request of the company in the event of non-compliance of the provisions of the article L. 225-106-2".</p>
<p>If any information included in this form is used for a computer file, it is protected by the provisions of Law No 78-17 of January 6, 1978, especially about rights of access and alteration that can be exercised by interested parties nearby their custodian</p>		

THE PROXY WITH RESPECT TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING IS SOLICITED ON BEHALF OF THE BOARD OF DIRECTORS OF CRITEO S.A.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Veillez noter que nonobstant le fait que le conseil d'administration a agréé les résolutions 10 et 11, le conseil d'administration recommande de voter contre ces résolutions et qu'en conséquence le président de l'assemblée générale émettra un vote contre ces résolutions pour tous les pouvoirs donnés au président.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Baptiste Rudelle,</p> <p>2. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur James Warner,</p> <p>3. Ratification de la nomination à titre provisoire de Madame Sharon Fox Spielman en qualité d'administrateur,</p> <p>4. Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Sharon Fox Spielman,</p> <p>5. Nomination de Monsieur Eric Eichmann en qualité d'administrateur,</p> <p>6. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Dominique Vidal sous réserve de l'adoption de la trente-septième résolution,</p> <p>7. Fixation du montant des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'administration,</p> <p>8. Avis consultatif sur la rémunération versée par la Société aux <i>named executive officers</i> de la Société,</p> <p>9. Avis consultatif sur l'opportunité de consulter les actionnaires chaque année sur la rémunération versée par la Société aux <i>named executive officers</i> de la</p> | <p>22. Approbation de la modification du ratio de fongibilité figurant dans le plan d'attribution gratuite d'actions 2015 dit 2015 Performance-Based Free Share / RSU Plan tel que modifié par le conseil d'administration,</p> <p>23. Autorisation à donner au Conseil d'administration de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société, conformément aux dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, sous réserve de l'adoption de la vingtième résolution,</p> <p>24. Autorisation à donner au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions au personnel salarié de la Société et de ses filiales conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,</p> <p>25. Autorisation à donner au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions de performance aux dirigeants sociaux et certains membres du personnel salarié de la Société et de ses filiales conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce,</p> <p>26. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre et attribuer des bons de souscription d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,</p> <p>27. Limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des autorisations et délégation</p> |
|--|---|

AGENDA OF THE GENERAL MEETING

Please note that if you grant a proxy to the chairman of the meeting to vote your ordinary shares, the chairman will vote in favor of adopting the following resolutions, other than Resolutions 10 and 11, in respect of which the chairman will cast an "against" vote.

The following matters proposed by the Board of Directors will be considered at the 2016 general meeting:

- | | |
|---|---|
| <p>1. Renew the term of office of Mr. Jean-Baptiste Rudelle as Director;</p> <p>2. Renew the term of office of Mr. James Warner as Director;</p> <p>3. Ratify the provisional appointment of office of Ms. Sharon Fox Spielman as Director;</p> <p>4. Renew the term of office of Ms. Sharon Fox Spielman as Director;</p> <p>5. Appoint Mr. Eric Eichmann as Director;</p> <p>6. Renew the term of office of Mr. Dominique Vidal, subject to the approval of Resolution 37;</p> <p>7. Determine the amount of directors' attendance fees;</p> <p>8. Approve, on a non-binding advisory basis, the compensation for the named executive officers of the Company;</p> <p>9. Recommend, on a non-binding advisory basis, to hold a non-binding advisory vote to approve the compensation for the named executive officers of the Company every year;</p> <p>10. Recommend, on a non-binding advisory basis, to hold a non-binding advisory vote to approve the compensation for the named executive officers of the Company every</p> | <p>22. Approval of the modification to the fungible share ratio in the 2015 Performance-Based Free Share /RSU Plan as amended by the Company's Board of Directors;</p> <p>23. Authorize the Board of Directors to grant OSAs (options to subscribe to new ordinary shares) or OAAs (options to purchase ordinary shares) of the Company, pursuant to the provisions of Articles L. 225-177 <i>et seq.</i> of the French Commercial Code, subject to the approval of Resolution 20;</p> <p>24. Authorize the Board of Directors to grant time-based free shares/restricted stock units to employees pursuant to the provisions of Articles L.225-197-1 <i>et seq.</i> of the French Commercial Code;</p> <p>25. Authorize the Board of Directors to grant performance-based free shares/restricted stock units to executives and certain employees, from time to time, pursuant to the provisions of Articles L.225-197-1 <i>et seq.</i> of the French Commercial Code;</p> <p>26. Delegate authority to the Board of Directors to issue and grant warrants (<i>bons de souscription d'actions</i>) for the benefit of a category of persons meeting predetermined criteria, without shareholders' preferential subscription rights;</p> <p>27. Determine the overall limits on the number of ordinary shares to be issued pursuant to Resolutions 23 to 26 above;</p> <p>28. Delegate authority to the Board of Directors to reduce the Company's share capital by cancelling shares as part of the authorization to the Board of Directors allowing the Company to buy back its own shares in accordance with the provisions of Article L. 225-209-2 of the French Commercial Code;</p> <p>29. Delegate authority to the Board of Directors to increase the Company's share capital by issuing ordinary shares, or any</p> |
|---|---|

Société,	visées aux points 23 à 26 ci-dessus,		two years;	securities granting access to the Company's share capital, for the benefit of a category of persons meeting predetermined criteria, without shareholders' preferential subscription rights;
10. avis consultatif sur l'opportunité de consulter les actionnaires tous les deux ans sur la rémunération versée par la Société aux <i>named executive officers</i> de la Société,	28. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre de l'autorisation de rachat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L. 225-209-2 du Code de commerce,		11. Recommend, on a non-binding advisory basis, to hold a non-binding advisory vote to approve the compensation for the named executive officers of the Company every three years;	30. Delegate authority to the Board of Directors to increase the Company's share capital by issuing ordinary shares, or any securities granting access to the Company's share capital, through a public offering, without shareholders' preferential subscription rights;
11. Avis consultatif sur l'opportunité de consulter les actionnaires tous les trois ans sur la rémunération versée par la Société aux <i>named executive officers</i> de la Société,	29. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées,		12. Approve the statutory financial statements for the fiscal year ended December 31, 2015;	31. Delegate authority to the Board of Directors in order to increase the Company's share capital by issuing ordinary shares, or any securities granting access to the Company's share capital, in the context of a private placement, without shareholders' preferential subscription rights;
12. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015,	30. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public,		13. Approve the consolidated financial statements for the fiscal year ended December 31, 2015;	32. Delegate authority to the Board of Directors in order to increase the Company's share capital by issuing ordinary shares, or any securities granting access to the Company's share capital, while preserving the shareholders' preferential subscription rights;
13. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015,	31. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public,		14. Approve the discharge (<i>quitus</i>) of the members of the Board of Directors and the Statutory Auditors for the performance of their duties for the fiscal year ended December 31, 2015;	33. Delegate authority to the Board of Directors to increase the number of securities to be issued as a result of a share capital increase pursuant to the delegations in Resolutions 29 to 32, with or without shareholders' preferential subscription rights;
14. Quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015,	32. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier,		15. Approve the allocation of profits for the fiscal year ended December 31, 2015;	34. Determine the overall financial limits applicable to the issuances to be completed pursuant to the delegations in Resolutions 29 to 33 and 35;
15. Affectation des résultats de l'exercice clos le 31 décembre 2015,	33. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,		16. Approve the agreement relating to the provision of premises and means entered into with The Galion Project (agreement referred to in Article L. 225-38 of the French Commercial Code);	35. Delegate authority to the Board of Directors to increase the Company's share capital by way of issuing shares and securities for the benefit of members of a Company savings plan (<i>plan d'épargne d'entreprise</i>);
16. Approbation de la convention de mise à disposition de locaux et de moyens conclue avec The Galion Project (convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce),	34. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires,		17. Ratify the partnership entered into with The Galion Project (agreement referred to in Article L. 225-38 of the French Commercial Code),	36. Amend the quorum requirements for ordinary and extraordinary meetings of the Company's shareholders, and approve the corresponding amendment to Article 19 of the Company's By-laws; and
17. Ratification de la convention de partenariat conclue avec The Galion Project (convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce),	35. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription		18. Ratify the partnership entered into with France Digitale (agreement referred to in Article L. 225-38 of the French Commercial Code);	37. Reduce the duration of the term of office of the directors and observers from 3 to 2 years and approve the corresponding amendment of the Company's By-laws.
18. Ratification de la convention de partenariat conclue avec France Digitale (convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce),			19. Delegate authority to the Board of Directors to execute a buyback of Company stock in accordance with Article L. 225-209-2 of the French Commercial	

<p>19. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément aux dispositions de l'article L.225-209-2 du Code de commerce,</p>	<p>réalisée en vertu des délégations susvisées,</p>	<p>Code;</p>
<p>20. Approbation du plan d'options de souscription ou d'achat d'actions 2016 adopté par le Conseil d'administration,</p>	<p>34. Fixation des limitations globales du montant des émissions effectuées en vertu des délégations susvisées,</p>	<p>20. Approve the 2016 Stock Option Plan adopted by the Board of Directors;</p>
<p>21. Approbation de la modification du ratio de fongibilité figurant dans le plan d'attribution gratuite d'actions 2015 dit 2015 Time-Based Free Share/RSU Plan tel que modifié par le Conseil d'administration,</p>	<p>35. Délégation à consentir au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société au profit des salariés adhérant au plan d'épargne d'entreprise,</p>	<p>21. Approval of the modification to the fungible share ratio in the 2015 Time-Based Free Share /RSU Plan as amended by the Company's Board of Directors;</p>
	<p>36. Modification des conditions de quorum requises pour les assemblées générales des actionnaires – modification corrélative de l'article 19 des statuts,</p>	
	<p>37. Réduction de la durée du mandat des administrateurs et des censeurs de 3 à 2 ans – modification corrélative des statuts.</p>	